

Cote du document: EB 2019/LOT/P.2/Rev.1
Date: 9 septembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République démocratique populaire lao

Projet de partenariats en faveur de l'irrigation et de la commercialisation dans le secteur de l'agriculture paysanne

Numéro du projet: 2000001892

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thomas Rath
Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +84 (0)24 3726 5104
courriel: t.rath@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et abréviations	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs du projet, zone géographique d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes/résultats et activités	4
C. Théorie du changement	6
D. Cohérence, appropriation et partenariats	6
E. Coûts, avantages et financement	7
III. Risques	10
A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classification du risque climatique	10
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Thomas Rath
Responsable technique du projet:	Harold Liversage
Responsable de la gestion financière:	Álvaro Fernández
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Sigles et abréviations

BAsD	Banque asiatique de développement
ODD	Objectif de développement durable
PICSA	Partenariats en faveur de l'irrigation et de la commercialisation dans le secteur de l'agriculture paysanne
PME	Petites et moyennes entreprises
PTBA	Plan de travail et budget annuel
SRIWMSP	Projet sectoriel en faveur des infrastructures rurales durables et de la gestion des bassins versants
TREI	Taux de rentabilité économique interne
UE	Union européenne

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA; 27/03/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République démocratique populaire lao
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du projet:	30 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	13 millions d'USD
Montant du financement du FIDA (action climatique):*	10 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes
Cofinanceurs:	Banque asiatique de développement (BAsD)/Union européenne (UE); Fonds vert pour le climat/Allemagne; secteur privé
Montant du cofinancement:	BAsD/UE: 30 millions d'USD Fonds vert pour le climat/Allemagne 25 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Financement parallèle Projet BAsD/UE – Projet sectoriel en faveur des infrastructures rurales durables et de la gestion des bassins versants Fonds vert pour le climat/Allemagne – Programme de réduction des émissions
Contribution de l'emprunteur:	2,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,5 millions d'USD
Contribution du secteur privé:	1,6 million d'USD
Déficit de financement:	8,0 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	FIDA

* Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 81.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République démocratique populaire lao a enregistré une croissance soutenue qui lui a permis de se hisser dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2017. Les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche emploient 72% de la population active, alors que l'agriculture fournit seulement 19% du PIB du pays (2015) et que cette proportion est en baisse. Un quart de la population vit dans la pauvreté. Les taux de pauvreté et de malnutrition sont plus élevés dans les zones rurales et au sein des groupes ethniques.
2. Quelque 80% de la population rurale pratiquent une agriculture de subsistance fondée sur la riziculture, l'élevage, les cultures pluviales dans les zones collinaires et la cueillette. L'écosystème forestier se dégrade du fait de multiples formes de pressions et la productivité du secteur agricole demeure faible. L'agriculture de subsistance n'est que progressivement remplacée par la production agricole axée sur le marché.
3. Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao mène un programme de développement "climato-intelligent" dans les provinces du Nord. Dans le cadre de ce programme, le Projet sectoriel en faveur des infrastructures rurales durables et de la gestion des bassins versants (Projet sectoriel SRIWMSP) financé par la Banque asiatique de développement investit dans la remise en état de 15 périmètres d'irrigation où la gestion de l'irrigation est limitée faute de ressources suffisantes, dans le développement des liens avec le marché, dans l'amélioration des pratiques nutritionnelles (une initiative cofinancée par l'Union européenne) et dans la gestion des bassins versants. L'Office allemand de la coopération internationale a présenté une demande de don auprès du Fonds vert pour le climat en vue de contribuer au programme global associé à la mise en œuvre du Programme de la République démocratique populaire lao de réduction des émissions grâce à une meilleure gouvernance et à une gestion durable des paysages forestiers (Programme de réduction des émissions), qui vise à améliorer la gestion et la gouvernance des zones forestières, y compris la gestion des bassins versants.
4. Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao et le FIDA sont convenus de lancer le Projet de partenariats en faveur de l'irrigation et de la commercialisation dans le secteur de l'agriculture paysanne (PICSA), comme un moyen de renforcer le programme régional susmentionné. Le projet est conçu pour dynamiser les moyens d'existence et favoriser la résilience face aux changements climatiques grâce à l'intensification et à l'adaptation de la production et de la commercialisation dans le secteur de l'agriculture paysanne.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. **Pauvreté.** En 2012, le taux de pauvreté était estimé à 23% et il était prévu qu'il atteigne 25% en 2015. L'écart de pauvreté entre les zones urbaines et les zones rurales ne cesse de se creuser. En 2012, 59% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté établi pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, un pourcentage encore plus élevé en milieu rural. Les nombreux habitants venant à peine de se hisser au-dessus du seuil de pauvreté sont

vulnérables face aux chocs qui peuvent les faire basculer dans leur situation antérieure.

6. **Problématique femmes-hommes.** L'indice de développement par sexe et l'indice des inégalités entre les sexes placent la République démocratique populaire lao dans la catégorie "moyen-faible". Dans le secteur de l'agriculture paysanne, les femmes exercent un contrôle particulièrement limité sur les intrants et le crédit rural et sont davantage exclues des secteurs formels et de la protection sociale.
7. **Jeunes.** Plus de 70% de la population a moins de 35 ans, et les jeunes considérés comme économiquement actifs (c'est-à-dire âgés de 15 à 35 ans) représentent 38% de la population. Le taux de chômage des moins de 35 ans est supérieur à la moyenne nationale. Les jeunes ruraux sont généralement employés pour effectuer des travaux peu qualifiés et mal payés. La migration en provenance de zones rurales est fréquente.
8. **Nutrition.** Les taux de dénutrition chronique sont élevés, puisque chez les enfants de moins de cinq ans le taux de retard de croissance s'élève à 33% et le taux d'insuffisance pondérale à 9%, avec une incidence plus forte dans les provinces ciblées. Les mariages précoces et les grossesses d'adolescentes pèsent sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants
9. **Climat et environnement.** La République démocratique populaire lao est exposée aux catastrophes naturelles. Les effets de ces catastrophes sont aggravés par l'action humaine et les changements climatiques. Le climat régional est de plus en plus marqué par de fortes précipitations, des épisodes de sécheresse et des températures extrêmes.

Justification de l'intervention du FIDA

10. **Justification.** Le fait d'appuyer une agriculture paysanne commerciale plus intensive menée dans le cadre de systèmes de production centrés sur les zones humides irriguées contribue puissamment au développement socioéconomique local, à l'amélioration de l'apport nutritionnel et à l'utilisation durable des ressources naturelles.
11. Le Projet PICSA met en pratique l'avantage comparatif du FIDA en matière d'intensification de l'agriculture paysanne commerciale, qui englobe notamment l'établissement de liens avec le marché, le financement des filières, l'agriculture intégrant les enjeux nutritionnels et le développement impulsé par les communautés. Cette approche accorde une place croissante à la résilience face aux changements climatiques.

B. Enseignements tirés de l'expérience

12. **Financement des filières.** L'expérience acquise en République socialiste du Viet Nam et la reproduction des actions dans le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos fournissent une base solide en matière de financement du développement des filières. Les financements de démarrage aident les groupements d'agriculteurs et les entreprises à accéder à d'autres sources de financement.
13. **Établissement de liens avec le marché.** Certains projets du FIDA (le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et le Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai) démontrent que les ménages ruraux pauvres peuvent s'intégrer au marché grâce à l'adoption d'approches favorables aux pauvres, à la participation du secteur privé et à des dispositions contractuelles.
14. **Intégration des enjeux nutritionnels.** Le Programme Agriculture pour la nutrition, qui est financé au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et supervisé par le FIDA, combine l'agriculture tenant compte

des enjeux nutritionnels et le développement des filières avec des activités permettant d'atteindre les lieux et catégories vulnérables sur le plan nutritionnel.

15. **Développement impulsé par les communautés.** Il ressort des opérations de financement direct de fonds de développement villageois (Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai, et Programme Agriculture pour la nutrition) que les villages sont effectivement capables de diriger la planification et la mise en œuvre d'initiatives de développement.
16. **Attention accordée à l'irrigation.** La remise en état des infrastructures d'irrigation a des effets à court terme sur la production de riz mais ces effets s'estompent à mesure que les systèmes se détériorent faute de ressources suffisantes pour assurer l'entretien et les réparations. La production irriguée de cultures à forte valeur répondant à la demande du marché génère des revenus plus élevés que la riziculture.
17. **Gestion financière.** En général, la mise en place de systèmes appropriés dans les projets financés par le FIDA en République démocratique populaire lao demande beaucoup de temps en raison des faibles capacités du personnel. En conséquence, la performance des projets est limitée et la communication de l'information financière est médiocre.

II. Description du projet

A. Objectifs du projet, zone géographique d'intervention et groupes cibles

18. **Objectifs du projet.** L'objectif du Projet PICSA est de contribuer aux efforts déployés pour améliorer les moyens d'existence, la résilience face aux changements climatiques et la durabilité. Son objectif en matière de développement, que les communautés bénéficiaires devraient être en mesure d'atteindre grâce aux produits du projet, est un développement économique local durable et inclusif.
19. **Zone d'intervention.** Le Projet PICSA et le Projet sectoriel SRIWMSP portent initialement sur les 15 mêmes périmètres irrigués ciblés dans 12 districts. Ces périmètres feront office de tremplin au rattachement des zones adjacentes aux services et aux marchés. Le Projet PICSA fournit une assistance dans les quelque 90 villages associés aux 15 périmètres du Projet sectoriel SRIWMSP et il étendra ses interventions à des villages analogues situés dans d'autres districts, afin de porter les nombres totaux de districts et de villages à appuyer à 19 et 353, respectivement. Il s'agira notamment de villages éloignés habités par différents groupes ethniques.
20. **Bénéficiaires et groupe cible.** La population des "villages PICSA" s'élève approximativement à 215 000 personnes (41 000 ménages, dont environ 15% dirigés par une femme, et 5,2 membres en moyenne par ménage). Seulement 25% de la population est jeune (15 à 35 ans) et 40% appartient à des groupes ethniques. En attente de données plus précises, la stratification socioéconomique est estimée comme suit:
 - a) **5% - extrêmement pauvres:** – cette catégorie de population dispose de ressources limitées du point de vue de la terre et de la main-d'œuvre et l'incidence de la malnutrition y est élevée;
 - b) **30% - pauvres:** – ce groupe a accès à la terre mais reste en-dessous du seuil de pauvreté international;
 - c) **45% - quasi pauvres:** – ce groupe vit en-dessous du seuil de pauvreté établi pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les

ménages ont accès à la terre mais sont particulièrement vulnérables aux chocs qui peuvent les faire basculer sous le seuil de pauvreté;

- d) **10% - dotés de terres et aisés:** – ce groupe est capable d’absorber les chocs et continue à tirer une partie de ses revenus de l’agriculture; et
 - e) **10% - sans terre et aisés:** – les membres de ce groupe disposent d’autres sources de revenus et ne bénéficient pas directement des interventions du Projet PICSA.
21. Le groupe cible du projet (composé des catégories en situation d’extrême pauvreté, de pauvreté et de quasi-pauvreté) compte environ 32 800 ménages (170 000 personnes).
22. **Stratégie de ciblage.** Le rapport de conception et le projet de manuel d’exécution du projet décrivent une stratégie de ciblage qui précise les interventions destinées à chacune des catégories suivantes: extrêmement pauvres, pauvres, quasi-pauvres, femmes, jeunes, groupes ethniques et personnes sous-alimentées. Le rôle joué par les autorités villageoises dans les fonctions de ciblage est mis en avant et appuyé par un suivi étroit.

B. Composantes/résultats et activités

23. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) développement de l’agriculture intensive; ii) développement des filières; iii) amélioration des pratiques nutritionnelles.

Composante 1: Développement de l’agriculture intensive

24. Cette composante sera axée sur l’appui à apporter aux autorités locales et aux groupements d’agriculteurs pour les aider à optimiser et à maintenir une utilisation productive des ressources naturelles en promouvant l’intensification de l’agriculture dans les zones qui s’y prêtent (notamment les terres irriguées ou irrigables). Cette démarche contribuera à réduire les facteurs de stress d’origine humaine sur les terres vulnérables face aux effets des changements climatiques.
- a) **Produit 1.1: Renforcement de la mise en œuvre décentralisée.**
Les chefs de village, les membres des comités et le personnel de district seront associés à la planification, à la mise en œuvre et au suivi du projet, et des activités de renforcement des capacités les aideront à assurer leur rôle moteur. Les processus de planification se tiendront lors d’assemblées villageoises et seront fondés sur les profils des villages. Cette démarche garantira et documentera l’accord de leur consentement libre, préalable et éclairé.
 - b) **Produit 1.2: Renforcement des capacités des groupements d’irrigants.**
Ce produit permettra d’améliorer la productivité et la rentabilité des cultures irriguées, ainsi que la pérennité du fonctionnement et de l’entretien des systèmes d’irrigation. Il préparera les groupements d’irrigants à soumettre des propositions au mécanisme d’investissement en faveur des groupements d’agriculteurs.
 - c) **Produit 1.3: Prestation de services de vulgarisation.** L’appui technique actuellement assuré par les districts sera complété par: i) le recrutement d’agents de vulgarisation au titre du projet; ii) le recours à des agents de vulgarisation et des prestataires de services privés; iii) l’établissement de partenariats entre les groupements d’agriculteurs et le secteur privé; et iv) les échanges entre exploitants agricoles.
 - d) **Produit 1.4: Mécanisme d’investissement en faveur des groupements d’agriculteurs.** Le mécanisme d’investissement en faveur des groupements d’agriculteurs permettra à ces groupements de mettre en place des infrastructures mineures et d’investir dans la production agricole.

Le mécanisme associera l'appui financier à un appui technique et à une gestion de base de l'investissement et accordera des dons aux jeunes exploitants et aux exploitants modèles.

Composante 2: Développement des filières

25. Le résultat de cette composante sera l'accroissement des ventes effectuées par les petits exploitants agricoles. L'agriculture axée sur le marché assurera aux ménages un moyen d'existence fondé sur l'exploitation des fonds de vallées et des parties basses des versants et réduira leur dépendance à l'égard des pratiques non durables utilisées sur les pentes raides et dans les zones forestières situées dans les parties supérieures des bassins versants.
- a) **Produit 2.1: Établissement de plateformes multipartites.** Ces plateformes contribueront à améliorer la gouvernance des filières en renforçant la coordination et les liens. Des évaluations de marché, des consultations des administrations locales et des concertations avec les villages éclaireront le choix de deux produits par district, un choix fondé, notamment, sur la valeur ajoutée de ces produits pour le groupe cible et sur leur impact climatique.
 - b) **Produit 2.2: Mécanisme d'investissement en faveur des agroentreprises.** En renforçant leurs capacités commerciales, on aidera les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (PME) à améliorer leur performance et on les encouragera à s'approvisionner davantage dans la zone du projet et à y assurer des services. Le projet travaillera avec les centres d'appui aux PME établis par la Chambre de commerce et d'industrie nationale lao.
 - c) **Produit 2.3: Amélioration de l'accès.** Ce produit vise à assurer la connectivité "jusqu'au dernier kilomètre" outre les investissements routiers réalisés au titre du Projet sectoriel SRIWMSP. Le Projet PICSA n'allouera pas de fonds en faveur de routes associées à une réinstallation involontaire. Les autorités villageoises seront épaulées s'agissant de réglementer l'utilisation des routes et de créer des comités chargés de leur entretien.

Composante 3: Amélioration des pratiques nutritionnelles

26. Les interventions visant à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des aliments à haute valeur nutritive seront associées à une éducation nutritionnelle. Les interventions relatives à la nutrition seront menées dans les provinces de Xayaboury et de Luang Prabang. Les activités relatives à la nutrition menées dans les deux autres provinces d'intervention sont appuyées au titre du Projet sectoriel SRIWMSP.
- a) **Produit 3.1: Conduite d'interventions nutritionnelles dans les écoles.** Dans les collèges et les écoles primaires, le projet mettra en place des jardins, des poulaillers et des étangs d'élevage de poissons et de grenouilles, ou appuiera ceux qui existent. Les interventions nutritionnelles menées dans les écoles seront articulées autour des éléments essentiels de l'approche de convergence adoptée par le gouvernement, qui promeut les actions combinées associant éducation, agriculture et santé.
 - b) **Produit 3.2: Croissance de l'apport alimentaire et amélioration de la qualité des aliments.** Les ménages vulnérables bénéficieront d'une assistance afin d'être en mesure de produire des aliments à haute valeur nutritive pour la consommation familiale et comme activité génératrice de revenus. Les sessions d'éducation nutritionnelle s'adresseront à tous les membres du ménage et porteront sur les besoins en éléments nutritifs et les habitudes alimentaires.

C. Théorie du changement

27. Dans un contexte de stagnation des zones rurales imputable à une mauvaise intégration dans les marchés, à une utilisation non durable des ressources et à des pratiques nutritionnelles peu satisfaisantes, le projet appuiera une meilleure gouvernance en vue d'améliorer les liens avec le marché et la production agricole, ainsi que les pratiques nutritionnelles. Les investissements réalisés dans l'intensification de la production agricole, le renforcement des filières et l'amélioration des pratiques nutritionnelles, appuyés par une gouvernance toujours plus satisfaisante, favoriseront la production paysanne axée sur le marché de cultures (irriguées) à haute valeur, d'une manière qui sera inclusive et qui tiendra compte des enjeux nutritionnels. Les résultats de ces investissements contribueront à la hausse des revenus et à l'amélioration de l'état de santé des bénéficiaires, renforçant ainsi deux des facteurs fondamentaux de la mise en place de moyens d'existence durables et résilients face aux changements climatiques dans la zone du projet.
28. L'amélioration de la gouvernance est un élément essentiel de cette approche. L'agriculture est le principal moteur du développement, mais l'inclusion sociale des pauvres, des femmes, des jeunes et des groupes ethniques, ainsi que les pratiques nutritionnelles améliorées, sont des facteurs décisifs de la qualité du développement.

D. Cohérence, appropriation et partenariats

29. Le Projet PICSA contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim "zéro"), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 13 (Action climatique). Le projet traduit parfaitement les objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays et concourt à la "transversalisation" des thèmes prioritaires arrêtés par le FIDA.
30. Le projet est harmonisé avec les politiques nationales pertinentes:
- Égalité femmes-hommes.** Il s'agit d'une priorité nationale que le Projet PICSA promouvra dans toutes ses interventions et, par ailleurs, les activités relatives à la nutrition seront ciblées sur les catégories vulnérables des femmes et des adolescentes.
 - Jeunes.** La politique nationale relative aux jeunes et aux adolescents encourage l'emploi et l'entrepreneuriat. Les mécanismes de financement mis en place au titre du projet favoriseront l'emploi des jeunes et offriront d'autres options que la migration.
 - Climat.** Le projet est parfaitement cohérent avec les contributions prévues déterminées au niveau national de la République démocratique populaire lao, car il favorisera la résilience des systèmes agricoles face aux changements climatiques grâce à des infrastructures agricoles et des technologies de production "climato-intelligentes".
 - Nutrition.** Le projet appuiera l'approche de convergence promue par le gouvernement en encourageant la production de cultures à haute valeur nutritive et de protéines animales, l'éducation nutritionnelle et les jardins scolaires.
 - Irrigation.** La loi relative à l'irrigation préconise le transfert des fonctions de gestion de l'irrigation aux associations d'irrigants du pays. Le projet améliorera la performance de ces associations en renforçant leur capacité à faire fonctionner, à entretenir et à améliorer les systèmes d'irrigation. Le projet sera également associé à l'élaboration des politiques ayant trait à la gestion de l'irrigation.

31. **Appropriation.** Le projet sera exécuté par l'intermédiaire de la structure décentralisée de l'administration publique (districts) et mettra en pratique la politique de décentralisation (*Sam Sang*).
32. **Partenariats.** Le projet fournira un appui à la gestion de l'irrigation et à l'intégration dans les marchés en ce qui concerne les systèmes d'irrigation remis en état dans le cadre du Projet sectoriel SRIWMSP. Tant ce Projet sectoriel que le Projet PICSA bénéficieront des mesures de conservation mises en œuvre dans les parties supérieures des bassins versants au titre du Programme de réduction des émissions. Le Projet SRIWMSP et le Projet PICSA promouvront tous les deux les cultures irriguées à haute valeur, notamment pendant la saison sèche.

E. Coûts, avantages et financement

33. L'allocation correspondant au prêt consenti au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), d'un montant approximatif de 13,0 millions d'USD, est disponible dans sa totalité. Le prêt attendu du FIDA, d'un montant de 21,00 millions d'USD, repose sur l'hypothèse que les pourparlers menés avec le gouvernement aboutissent à la clôture du Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord: Programme de services financiers ruraux, et au transfert des fonds non dépensés en faveur du Projet PICSA. En cas d'échec des pourparlers, le déficit de financement s'élèvera à quelque 8,0 millions d'USD.
34. Ce déficit pourra être financé dans le cadre des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures applicables) ou par un cofinancement qui sera défini au cours de l'exécution.
35. Les composantes 1 et 2 du projet (développement de l'agriculture intensive et développement des filières) concourent à l'adaptation aux changements climatiques. Selon les calculs, le montant total du financement en faveur de l'action climatique alloué par le FIDA au titre du projet s'élève à 10,13 millions d'USD (48,1%).

Coût du projet

36. Le coût total du projet est estimé à 30,25 millions d'USD, provisions pour aléas comprises. Le montant des coûts de base est estimé à 27,86 millions d'USD. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers s'élèvent à 0,84 million d'USD et 1,56 million d'USD, respectivement. Les dépenses d'investissement de base sont estimées à 22,00 millions d'USD. Le plan de financement présente la ventilation par source de financement, par catégorie de dépenses et par année.

Tableau 1
Coûts du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Gouvernement		Bénéficiaires		Secteur privé		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
									Montant En nature	%	
1. Développement de l'agriculture intensive	6 276	35	5358	30	715	4	5 510	31	-	-	17 859
2. Développement des filières	3 634	48	1 998	26	472	6	-	-	1 555	20	7 658
3. Amélioration des pratiques nutritionnelles	818	63	323	25	155	12	-	-	-	-	1 297
4. Gestion du projet	2 267	66	356	10	814	24	-	-	-	-	3 436
Total	12 995	43	8 035	26	2 155	7	5 510	18	1 555	5	30 250

Tableau 2

Coûts du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Gouvernement		Bénéficiaires		Secteur privé		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux	1 683	55	1 031	34	302	10	-	-	-	-	3 015
2. Biens, services et intrants	98	32	174	58	30	10	-	-	-	-	302
3. Matériel et fournitures	1 033	41	656	26	824	33	-	-	-	-	2 512
4. Consultants	963	56	590	34	149	9	-	-	-	-	1 702
5. Formations et ateliers	1 406	55	862	35	252	10	-	-	-	-	2 521
6. Dons et subventions	4 011	25	4 722	30	56	1	5 510	35	1 555	10	15 853
7. Traitements et indemnités	2 622	96	-	-	108	4	-	-	-	-	2 730
8. Coûts de fonctionnement	1 180	73	-	-	434	27	-	-	-	-	1 613
Total	12 995	43	8 035	27	2 155	7	5 510	18	1 555	5	30 250

Tableau 3

Coûts du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Développement de l'agriculture intensive	2 192	12	3 334	19	3 473	19	3 428	19	3 039	17	2 394	13	17 859
2. Développement des filières	585	8	2 296	30	2 628	34	1 101	14	827	11	220	3	7 658
3. Amélioration des pratiques nutritionnelles	267	21	336	26	234	18	208	16	125	10	127	10	1 297
4. Gestion du projet	1 325	39	412	12	424	12	466	14	429	12	380	11	3 436
Total	4 370	14	6 378	21	6 759	22	5 203	17	4 419	15	3 121	10	30 250

Stratégie et plan de financement et de cofinancement du projet

37. Des ressources externes financeront le projet à hauteur de 21 millions d'USD (70% du coût total). Le FIDA accordera un prêt d'un montant de 13 millions d'USD (43%). Le déficit de financement s'élève à 8 millions d'USD.
38. Les bénéficiaires fourniront une contribution de 5,51 millions d'USD, partiellement en nature. Le secteur privé apportera 1,56 million d'USD. Le gouvernement fournira un financement de 2,16 millions d'USD, dont 1,72 million d'USD sous la forme d'exemption des droits et taxes.
39. Le projet bénéficiera directement des investissements complémentaires (cofinancement parallèle) réalisés dans la même zone de projet par la Banque asiatique de développement et l'Union européenne en faveur du Projet sectoriel SRIWMSP et par le Fonds vert pour le climat et l'Allemagne en faveur du Programme de réduction des émissions, à hauteur de 30 millions d'USD et de 25 millions d'USD, respectivement.

Décaissement

40. Les retraits de fonds et l'utilisation des montants du prêt seront régis par les dispositions du Manuel du FIDA sur le décaissement des prêts. Les procédures relatives au décaissement, à la communication de l'information financière et à la conservation des documents et dossiers de projet nécessaires seront décrites dans la lettre à l'emprunteur dès que l'accord de financement entre le FIDA et le gouvernement entrera en vigueur. Ensuite, le gouvernement examinera et soumettra le manuel de gestion et d'administration financières final.
41. **Flux de fonds.** Le Ministère des finances ouvre et gère un compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, à la Banque de la République démocratique populaire lao pour recevoir les montants du prêt. Le compte désigné est administré comme un

compte d'avances de caisse. Il est prévu que le montant de l'allocation autorisée s'élève à 2 millions d'USD.

42. L'équipe de gouvernance du projet gère un compte de projet, libellé en kips laotiens, dans une banque commerciale. Le compte de projet sera approvisionné à partir du compte désigné. Les transferts de fonds du compte désigné en faveur du compte de projet, y compris les pièces justificatives, seront transmis par l'équipe de gouvernance du projet au Ministère des finances par l'intermédiaire du Département de la planification et de la coopération du Ministère de l'agriculture et des forêts. Les bureaux provinciaux de l'agriculture et des forêts et les bureaux de district de l'agriculture et des forêts chargés de la vulgarisation gèreront des comptes subsidiaires de projet dans des banques commerciales pour financer les activités menées par les équipes assurant l'exécution du projet au niveau de la province ou au niveau du district. Les transferts de fonds en faveur des comptes subsidiaires de projets seront traités comme des avances (sommés à recevoir) et enregistrés dans le logiciel de comptabilité. Les montants des avances seront inférieurs à 300 000 USD, 3 000 USD et 10 000 USD selon qu'elles sont destinées à l'équipe de gouvernance du projet, aux équipes d'exécution du projet provinciales ou aux équipes d'exécution du projet de district, respectivement. Les transferts en faveur des groupements d'agriculteurs et des entreprises seront effectués directement à partir du compte de projet.
43. Une avance de démarrage peut être fournie dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement afin de faciliter la préparation de la mise en œuvre du projet. Le montant plafond de cette avance sera convenu lors des négociations, sur la base d'un plan réaliste.
44. **Procédures de décaissement.** Le retrait d'avances constituera la principale méthode de décaissement. Le premier retrait (avance initiale) de fonds du compte de prêt pour un transfert en faveur du compte désigné sera subordonné à la présentation: i) d'éléments démontrant que le compte désigné a bien été ouvert; ii) de spécimens de signatures authentifiés de chacune des personnes autorisées à utiliser le compte désigné; iii) de toutes les pièces nécessaires pour démontrer que les personnes qui signeront les demandes de retrait au nom du gouvernement sont habilitées à le faire. S'agissant des transferts ultérieurs, des demandes de retrait accompagnées de relevés de dépenses devront être présentées. Il est prévu de fixer le seuil des relevés de dépenses à 50 000 USD.
45. **Contributions du gouvernement et des bénéficiaires.** Les contributions du gouvernement, des bénéficiaires et du secteur privé (en espèces et en nature) seront intégrées dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) et seront signalées dans les comptes de projet.

Résumé des avantages et analyse économique

46. Le projet apportera des avantages indirects et directs à quelque 40 000 ménages résidant dans 19 districts de quatre provinces. Il ciblera au moins 17 200 ménages directement par l'intermédiaire du mécanisme d'investissement en faveur des groupements d'agriculteurs.
47. Les avantages directs découlent des investissements réalisés par les petits exploitants agricoles dans l'intensification de l'agriculture, grâce à l'établissement de cultures de rente et à leur diversification. L'analyse financière et économique indique que les avantages apportés sont fondamentalement liés à l'augmentation de la production au niveau du ménage observée dans quatre types d'exploitations. Tous les types de systèmes agricoles examinés se sont révélés être viables sur le plan financier. Dans chacun des modèles, il a été constaté que le revenu du travail familial était considérablement plus élevé que le salaire journalier moyen, ce qui constituait une bonne motivation pour poursuivre la production familiale et un argument contre la migration.

48. **Indicateurs économiques.** Globalement, la valeur économique actuelle nette du projet s'élève à 21 millions d'USD à un taux d'actualisation de 9%. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) s'établit à 16,4%. Le rapport coûts-bénéfices est de 2:12.
49. **Analyse de sensibilité.** Une hausse de 10% du coût du programme ramènerait le TREI à 15,5% et une baisse de 20% de l'ensemble des avantages du programme se traduirait par un TREI de 14,3%. Un retard d'un an dans la concrétisation des avantages du programme ramènerait le TREI à 15,1% et un retard de deux ans à 13,9%. Pris ensemble, ces impacts ne réduisent pas le TREI au point de le rendre inférieur au seuil de 9%, ce qui témoigne de la robustesse de l'investissement.

Stratégie de sortie et durabilité

50. Le projet donnera un nouveau fondement à l'économie rurale en établissant des liens entre l'agriculture paysanne et les marchés émergents et en lui attribuant un rôle plus important dans l'amélioration des moyens d'existence des groupes défavorisés. La durabilité sera assurée si le projet parvient à encourager les exploitants agricoles à réinvestir leurs revenus plus élevés dans la poursuite de l'amélioration de la productivité et de l'intégration dans les marchés.
51. La stratégie de retrait et la stratégie de reproduction à plus grande échelle du projet formeront une stratégie unique. Une première version en est fournie dans le rapport de conception du projet et sera affinée lors de la mise en œuvre.

III. Risques

A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation

52. Les risques et les mesures d'atténuation correspondantes figurent dans le cadre d'analyse intégrée des risques joint au document de conception du projet. Les risques qui ont été recensés sont pris en compte dans la conception au titre de l'atténuation et feront l'objet d'un suivi pendant la mise en œuvre afin que, si le besoin s'en fait sentir, des mesures d'atténuation supplémentaires soient prises.
53. Globalement, le profil de risque est plutôt moyen, mais les risques financiers et les risques liés aux passations de marchés sont élevés. Pour limiter les risques d'une manière optimale, le projet emploiera du personnel de gestion financière à tous les niveaux et mettra en œuvre un train de mesures complet dans ce domaine.
54. Les risques associés à la coordination de plusieurs projets de donateurs (le Projet PICSA, le Projet sectoriel SRIWMSP, le Programme de réduction des émissions) seront limités par la structure d'exécution décentralisée et par les pratiques de partage des bureaux, de la gestion et des installations.

B. Catégorie environnementale et sociale

55. Les impacts sociaux et environnementaux potentiels du projet vont de faibles à modérés (catégorie B). Tous les investissements du projet dans l'intensification de l'agriculture comporteront un volet d'atténuation de leurs incidences sociales et environnementales négatives, s'il y a lieu. La procédure de planification des investissements comporte des dispositions permettant de garantir et de documenter l'accord d'un consentement libre, préalable et éclairé par toutes les communautés de tous les villages où le projet interviendra.

C. Classification du risque climatique

56. La République démocratique populaire lao est particulièrement vulnérable face aux changements climatiques, mais le risque climatique du projet est classé dans la catégorie moyenne, car le projet prévoit des mesures d'adaptation pour faire face aux risques climatiques anticipés.

57. Les interventions du projet encourageront une utilisation plus stable et intensive des terres agricoles permanentes et permettront de réduire l'exploitation des terres sur les pentes d'altitude et des zones forestières dans les bassins versants. Ces interventions renforceront également l'efficacité des investissements réalisés dans le cadre du Programme de réduction des émissions.

D. Soutenabilité de la dette

58. La loi de 2018 sur la gestion de la dette publique définit un mécanisme pour contracter et garantir la dette publique. Le renforcement du pouvoir de contrôle de la dette publique du Ministère des finances et l'élaboration d'une stratégie quinquennale de gestion de la dette demeurent des priorités. La soutenabilité de la dette serait améliorée si le gouvernement affichait sa volonté de mener des projets d'infrastructures à fort impact social et de les financer à des conditions favorables.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

59. **Organismes partenaires.** Les départements décentralisés des organismes ci-après exécuteront les composantes du projet et assureront l'obtention de leurs produits:
- a) **Développement de l'agriculture intensive:** Ministère de l'agriculture et des forêts et ses départements chargés de l'irrigation, de la planification et des finances et de la vulgarisation et Ministère des ressources naturelles et de l'environnement.
 - b) **Développement des filières:** Ministère de l'industrie et du commerce et Chambre d'industrie et de commerce, notamment ses centres d'appui aux PME.
 - c) **Amélioration des pratiques nutritionnelles:** organismes associés à la convergence des actions (Ministère de l'agriculture et des forêts, Ministère de la santé, Ministère de l'éducation et des sports, Union des femmes du Laos et Union de la jeunesse révolutionnaire du peuple du Laos).
60. **Structures de coordination.** Le Ministère des finances signera l'accord de financement au nom de l'emprunteur. L'agent d'exécution principal du projet sera le Ministère de l'agriculture et des forêts. Un comité national de pilotage du projet fixera les orientations stratégiques du Projet sectoriel SRIWMSP et du Projet PICSA et examinera et approuvera les PTBA. L'équipe de gouvernance du projet, accueillie dans le Département de l'irrigation du Ministère de l'agriculture et des forêts, assurera le contrôle du Projet sectoriel SRIWMSP et du Projet PICSA, coordonnera la planification et l'investissement dans les différentes provinces, traduira l'expérience acquise dans les deux projets en enseignements susceptibles d'éclairer les programmes et politiques du pays et veillera à la qualité de la gestion financière. À l'échelon provincial, les activités du Projet PICSA et du Projet sectoriel SRIWMSP seront coordonnées par un comité de pilotage provincial et une équipe d'exécution du projet provinciale. Cette structure de gestion sera reproduite au niveau du district et favorisera la participation des autorités villageoises.
- Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**
61. Les risques inhérents au projet sont élevés, compte tenu de l'environnement général entourant la gestion financière, du programme des pouvoirs publics pour l'amélioration de la gestion financière et des résultats obtenus à cet égard, et de l'expérience acquise dans le cadre du portefeuille du FIDA.
62. Les politiques et procédures de comptabilité du projet seront celles de la comptabilité de trésorerie comme le prescrit le Conseil des normes comptables internationales pour le secteur public.

63. Les comptes annuels feront l'objet d'une vérification par une société privée, en accord avec les normes internationales d'audit et les dispositions du Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Le FIDA diffusera, en tant que de besoin, les rapports d'audit du projet, conformément à sa politique de diffusion.
64. Les passations de marchés seront réalisées conformément aux dispositions de la loi de la République démocratique populaire lao, des instructions du Ministère des finances et des règlements subséquents concernant les marchés publics, sous réserve qu'ils soient cohérents avec les directives du FIDA en la matière. La conception du projet prévoit le recrutement d'un responsable des passations de marchés à plein temps, le respect des directives applicables aux passations de marchés du projet (déjà rédigées) et l'élaboration d'un plan de passation de marchés relatif aux 18 premiers mois. Les besoins estimés à l'issue de l'examen préalable effectué par le FIDA ont été fixés à 60 000 USD pour les biens, travaux et services hors consultants et à 30 000 USD pour les services de consultants. Tous les contrats directs et sélections d'une source unique font l'objet d'un examen préalable.
65. En application de sa Politique en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, le FIDA applique une politique de tolérance zéro en ce qui concerne toute action frauduleuse ou acte de corruption, de collusion ou de coercition commis dans les projets qu'il finance. Cela signifie non seulement qu'il donne suite à toutes les allégations de pratiques frauduleuses et applique les sanctions qui conviennent, mais aussi qu'il promeut des mesures de contrôle préventives, notamment des évaluations des systèmes de gestion financière, de vérification des comptes et de passation des marchés à l'échelle nationale et au niveau du projet pendant la phase de conception du projet.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

66. Les deux principaux instruments de planification et de suivi sont le cadre logique et le PTBA annuel.
67. **Planification.** Des projets de PTBA seront élaborés par l'ensemble des districts et provinces concernés et par l'équipe de gouvernance du projet, puis seront compilés au niveau national. Le PTBA proposé sera présenté au FIDA et au comité de pilotage du projet national pour approbation.
68. **Suivi.** Les indicateurs clés sont définis dans le cadre logique et feront l'objet d'un rapport dans les rapports de situation semestriels. Le plan de suivi du projet permettra de cibler les interventions avec plus d'efficacité et d'efficience.
69. **Gestion des savoirs.** Un domaine d'apprentissage essentiel du projet proposé – en lien avec le Projet sectoriel SRIWMSP – a trait à la gestion participative de l'irrigation. Les enseignements relatifs à ce qui fonctionne et à ce qui ne fonctionne pas éclaireront l'examen des pratiques, des lois et des réglementations applicables à l'irrigation que mèneront le Département chargé de l'irrigation et les principales parties prenantes. La gestion participative de l'irrigation constitue un domaine prioritaire en matière de gestion des savoirs.
70. **Communication stratégique.** Le message clé du projet est que le dispositif de partenariat constitue un bon moyen d'améliorer l'établissement de liens avec le marché, la production et les pratiques de nutrition et qu'il aboutit à un développement inclusif et durable. Le projet n'est pas seulement une intervention technique mais plutôt une initiative visant une transformation socioéconomique.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

71. Le projet est novateur à plusieurs égards:
 - a) Il placera les interventions techniques dans un contexte de développement économique local inclusif orienté par une gouvernance améliorée.
 - b) Il est harmonisé avec le processus de décentralisation enclenché par le gouvernement et renforcera les relations entre les districts et les autorités villageoises.
 - c) Il encouragera l'agriculture commerciale pratiquée par les petits exploitants, ce qui représente une rupture par rapport à la production par de grandes entreprises prévalant traditionnellement en République démocratique populaire lao.
72. Dans le souci de générer des innovations agricoles à l'intention des petits exploitants, des institutions de recherche nationales et internationales seront associées à l'équipe de gouvernance du projet. Les approches performantes seront reproduites pour accroître le flux d'avantages découlant du projet.
73. Les réussites enregistrées par le projet seront promues au-delà de la zone d'intervention. Le projet est conçu comme une structure modulaire, afin que son concept puisse compléter un investissement dans des infrastructures ou être mis en œuvre isolément.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

74. Le projet devrait démarrer au cours du premier trimestre 2020 et avoir une durée de six ans. Pour favoriser un démarrage rapide, le rapport de conception de projet prévoit: i) la détermination des activités à financer avec les fonds de démarrage avant l'entrée en vigueur du projet; ii) l'élaboration d'un projet de PTBA relatif à la première année; iii) l'élaboration d'un projet de plan de passation de marchés relatif aux 18 premiers mois.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

75. Les missions de supervision auront lieu chaque année et coïncideront avec celles du Projet sectoriel SRIWMSP et du Programme de réduction des émissions. L'équipe de gouvernance du projet élaborera une note d'information décrivant brièvement les propositions d'activités sur lesquelles s'entendre. Des missions d'appui seront déployées sur le terrain en tant que de besoin.
76. L'examen à mi-parcours aura lieu lors de la troisième année, encore une fois en lien avec le Projet sectoriel SRIWMSP et le Programme de réduction des émissions. Le projet conduira l'enquête à mi-parcours et élaborera un plan d'action pour approbation. L'équipe de gouvernance du projet soumettra une stratégie de sortie actualisée.
77. Au cours de la dernière année du projet, une mission d'achèvement sera conduite sur le terrain après que l'enquête d'achèvement ait été réalisée et ait fait l'objet d'un rapport. L'équipe de gouvernance du projet élaborera une note d'information dans laquelle il se penchera sur le transfert de la responsabilité des résultats obtenus.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

78. Un accord de financement entre la République démocratique populaire lao et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
79. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

80. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

81. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique populaire lao un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à treize millions de dollars des États-Unis (13 000 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Negotiated financing agreement: "Partnerships for Irrigation and Commercialisation of Smallholder Agriculture (PICSA)"

(Negotiations concluded on 30 August 2019)

Loan Number: _____

Project Title: Partnerships for Irrigation and Commercialisation of Smallholder Agriculture (the "Project" or "PICSA")

Lao People's Democratic Republic (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Additional Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is nine million five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 9 500 000).

2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first of January.
5. Payments of the principal, service charge and interest rate shall be payable on each 15 of April and 15 of October.
6. There shall be a Designated Account in US Dollars, for the exclusive use of the Project opened in the Bank of Lao PDR. The Designated Account shall be managed by the Ministry of Finance (MOF). The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 2 160 000, from which USD 1 720 000 is in form of taxes and duties. The remainder of the Government's obligation is in the form of the salary of the Vientiane Programme Governance Team, as well as the four Provincial Project teams and offices accommodation.

Section C

1. The Lead Project Agency (LPA) shall be the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF).
2. The following are designated as additional Project Parties at Provincial and National levels: MOF, Ministry of Natural Resources and Environment (MONRE), Ministry of Health (MOH), Ministry of Education & Sports (MOES), Ministry of Industry and Commerce (MOIC), Lao National Chamber of Commerce and Industry (LNCCI), especially its Small and Micro Enterprise Support Centre; Department of Irrigation (DOI), Department of Planning and Finance (DOPF); Department of Technical Extension and Agro-Processing (DTEAP); Province Agriculture & Forestry Office (PAFO), District Agriculture & Forestry Office (DAFO), Provincial Office Natural Resources and Environment (PONRE), National Project Steering Committee (NPSC), Provincial Project Steering Committee (PPSC), District Project Steering Committee (DPSC), Lao Women Union (LWU) and Lao Youth Union (LYU).
3. The Food and Agricultural Organisation of the United Nations (FAO) is designated as additional Project Party. FAO will provide technical assistance to the Project upon request by the Lead Project Agency on behalf of the Borrower.
4. A Mid-Term Review will be conducted in year three of the implementation of the Project.
5. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Project Implementation Manual (PIM) shall have been agreed by the Fund;
 - (b) The Borrower through the Lead Project Agency shall have established the Project Management Unit comprising a Project Governance Team (PGT). The PGT will be composed of the National Project Coordinator, the Chief Technical

Advisor, Finance Officer, Monitoring and Evaluation Officer and Procurement Officer;

- (c) The Designated Account referred to in paragraph 6, Section B above, shall have been duly opened by the Borrower and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund.

3. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals under this Agreement:

- (a) The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) The Memoranda of Understanding among the implementing partners as referred to in paragraph 15 (Implementing Partners) of Schedule 1, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (c) The Key Project Staff as established in Schedule 1 Section 12.2 has been removed from the Project without prior consultations with the Fund.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance of the Lao People's Democratic Republic
Ministry of Finance
P.O. Box 46
23rd Singha Road
Vientiane, Lao People's Democratic Republic

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower, and shall enter into force on the date of countersignature.

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

Authorized Representative

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit the population of selected villages and more specifically different categories of households as described in the PIM. Female-headed households will constitute a specific target within the main target group to ensure that they have equal access to the activities foreseen by the Project.

2. *Project Area.* The Project shall be implemented in selected districts in the provinces of Luang Prabang, Xayaboury, Xiengkhouang and Houaphan of Northern Lao PDR (the "Project Area"). Target villages in the Project Area are selected following criteria defined in the PIM.

3. *Goal.* The goal of the Project is to attain enhanced livelihoods and climate resiliencies and sustainability within the Project Area.

4. *Objective.* The objective of the Project, which is to be attained by beneficiary communities, is the achievement of sustainable and inclusive local economic development in the Project Area.

5. *Integration in a Government of Lao PDR (GoL) regional programme.* PICSA is part of a regional programme, co-funded by Asian Development Bank (ADB) /European Union (EU) and Germany/Green Climate Fund (GCF). PICSA provides irrigation management and market linkage support to irrigation systems rehabilitated under the *Sustainable Rural Infrastructure and Watershed Management Sector Project* (SRIWMSP, ADB/EU-funded); as well as to other irrigated areas and their environs. Both SRIWMSP and PICSA benefit from conservation measures in the upper catchments supported through the *Lao PDR Emission Reductions Program through Improved Governance and Sustainable Forest Landscape Management* (ERP, Germany/GCF-funded). SRIWMSP and PICSA converge on the development of irrigated high value crops, especially in the dry season; and complement each other's coverage in supporting improved nutritional practices. Joint management structures should be established at national, provincial and district levels to ensure efficient coordination among the various programmes.

6. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (1) Intensified Agricultural Development; (2) Value Chains Development; and (3) Improved Nutritional Practices.

6.1 Component 1 – Intensified Agricultural Development. The objective of this component to assist local authorities and farmer groups to optimize and sustain productive uses of natural resources by promoting agricultural intensification in areas where conditions allow (especially irrigated and irrigable lands). This will help to reduce human stressors on lands vulnerable to the effects of climate change.

Component 1 shall be achieved through the following outputs activities:

Output 1.1 – De-centralised implementation strengthened. The Project builds capacity of district technical staff and village authorities to implement the decentralisation policy (Sam Sang). PICSA supported activities will be aligned to provincial and district social and economic development plans. Village Heads and Committee members and District staff will be trained on PICSA objectives and procedures. Village heads, committee members and district staff will be partners in Project planning, implementation and monitoring, while capacity-building activities will strengthen their leadership role. Planning processes will

take place in village meetings and will be supported with village profiles. This will ensure and document their granting of free, prior and informed consent.

Output 1.2- Water User Groups (WUG) trained. The aim is to enhance productivity and profitability of irrigated farming and the sustainability of irrigation operation and maintenance. WUG executive committee will be trained on operation, maintenance and system adaptation; on rules and on administration.

Output 1.3- Extension Service provided. The aim is to enhance productivity and profitability of agriculture, including irrigated farming. PICSA will support the Farmer Groups and the WUGs to implement best agricultural practices in term of climate resilience, nutrition relevance and responsiveness to market demands. Support will be provided, among others, to farmer groups in irrigated lowlands and on adjacent hill slopes with a potential for intensified rainfed / irrigated crop and livestock production. Extension aims to stimulate farmer groups to invest in agricultural intensification along market demand.

Output 1.4- Farmer Group Investment Facility (FGIF). The FGIF enables groups of farmers to develop minor infrastructure for agricultural production and market access; and to invest in agricultural production. The FGIF supports poor and vulnerable households, women, young and model farmers to invest in profitable, productive farming systems based on Good Agricultural Practices (GAP) in order to introduce innovations and improved farming technology to farming communities.

6.2 Component 2- Value Chains developed. The objective of this component is improved sales by smallholder farmers by enabling, promoting and starting-up market linkages that benefit smallholder farmers.

Component 2 shall be achieved through the following outputs.

Output 2.1- Multi-Stakeholder Platforms. The aim is to improve value chain governance by enhancing co-ordination and strengthening relationships between actors in selected value chains. Stakeholder engagement and coordination includes identification of opportunities and challenges, development of mutual understanding, definition of roles and joint actions. Market assessments prepared by SRIWMSP will be used, alongside consultations with local government (province and district) and village communities to identify and support commodities that have market potential for smallholders.

Output 2.2- Agro- Enterprise Investment Facility. The aim of this facility is to strengthen micro, small- and medium sized enterprises (MSMEs) as commercial actors in relevant value chains. Small enterprises with small investment requirements can apply for full grant finance, while for larger investments, enterprises are required to contribute a progressive share either from own capital or from (formal) credit.

Output 2.3- Improved access. Last mile connectivity will be provided between villages, particularly the remote ones.

6.3 Component 3- Improved nutritional practices. The objective of this component is to improve dietary intake among nutritionally vulnerable groups. Interventions to increase availability and accessibility of food with a high nutrient value are accompanied by nutrition education.

Component 3 will be achieved through the following outputs.

Output 3.1- School-based nutrition interventions established. In lower secondary and primary schools, gardens and if feasible, poultry raising and ponds for fish and frogs will be supported. Nutrition education will include water, sanitation and hygiene. Finance will be made available for establishment of garden, cooking utensils, agricultural inputs and for water supply to the gardens (with the potential benefit of providing drinking water to schools).

Output 3.2- Increased dietary intake and improved dietary quality for nutritionally vulnerable groups, including women, adolescent girls and children. Vulnerable households will be assisted to produce food with high nutrient value for home consumption and as income generation activity.

II. Implementation Arrangements

10. *Lead Project Agency*

10.1. *Designation*. The MAF through its Department of Irrigation (DOI), in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for the implementation of the Project.

10.2. *Responsibilities*. The MAF shall provide oversight to PICSA, co-ordinate planning and investment across provinces; translate experiences from PICSA into lessons for national programmes and policies, and ensure adequate Financial Management.

11. *Project Oversight Committee – national level*

11.1. *Establishment*. Project Steering Committees will be established jointly for SRIWMSP and PICSA at national, provincial and district levels.

11.2. *Composition*. The National Project Steering Committee (NPSC) comprises representatives of MAF, Ministry of Planning and Investment (MPI), MOF, MOIC, MONRE, as well as the Vice Governors of the four Project Provinces; and is chaired by the Vice Minister of MAF.

11.3. *Responsibilities*. The NPSC will meet annually with additional meetings (and membership) as needed. The mandate of the NPSC is to prepare major decisions, which in all cases also require IFAD's no objection:

- (a) Approve the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and Procurement Plan (PP) of the Project;
- (b) Review and approve changes in the Project Area;
- (c) Review and approve changes in the PIM and Financial Management Manual (FMM);
- (d) Support policy dialogue on lessons emerging from the implementation of PICSA and SRIWMSP.

11.4 *Project Steering Committees – Provincial and district levels*. The Project Steering Committee structure and mandate are replicated at Province (PPSC) and District (DPSC) levels, under the chairmanship of the respective Provincial or District Vice-Governors. The respective Director of PAFO or DAFO is the vice chair and concerned technical departments are represented. Concerned District Vice-Governors are member of the PPSC, while Village Heads are member of the DPSC. The Project Coordinators at Provincial and District levels are member-secretary to their respective meetings. PPSCs meet half-annually and annually, while DPSCs meet quarterly.

11.5 *The PPSC's and DPSC's responsibilities include:*

- (a) Review the AWPB and PP of the Project;
- (b) Prepare recommendations to the NPSC with respect to AWPB, implementation procedures and policy dialogue;
- (c) Take necessary action to ensure appropriate implementation of PICSA.

12. *Project Management Unit – national level:*

12.1. *Establishment.* There shall be a PGT within the Project Management Unit, located at the Department of Irrigation in MAF.

12.2. *Composition.* PGT shall be led by a National Project Coordinator. Other PGT Project staff include: PICSA Chief Technical Advisor; Finance Officer; Procurement Officer and M&E Officer. These positions constitute the Key Project Staff.

12.3. *Responsibilities.* The PGT is located in DOI and coordinates both SRIWMSP and PICSA. The PGT shall be responsible for the management and coordination of the Project implementation through decentralised implementation and integrated work processes. The duties are spelled out in the SRIWMSP Project Administrative Manual (PAM) and the PIM of PICSA.

13. *Project Implementation Team – provincial level:*

13.1. *Establishment.* A Provincial Project Implementation Team (PPIT) shall be established in each of the four Project provinces.

13.2. *Composition.* The PPIT is composed by the: Provincial Project Coordinator and staff deputed from the Provincial Industry and Commerce Office (PICO) and the PAFO. The Project will hire additional staff including one accountant, a local development expert and an agro-enterprise advisor.

13.3. *Responsibilities.* The PPIT is responsible for the implementation of the Project at provincial levels through decentralised implementation and integrated work processes. The duties are spelled out in the SRIWMSP PAM and the PIM of PICSA.

14. *Project Implementation Team – district level:*

14.1. *Establishment.* A District Project Implementation Team (DPIT) shall be established in each of the Project Districts.

14.2 *Composition of District Project Implementation Team (DPIT):* the DPIT shall include deputed staff from district government: District Project Coordinator, technical staff from DICO and DAFO; technical staff from district offices of Public Health, Lao Youth Union, Education and Sports, and Lao Women Union. In addition, the Project will hire staff including an Accountant, Cluster Facilitator, Agri-Extension Advisor and FGIF advisor.

14.3 *Responsibilities.* The DPIT is responsible for the implementation of the Project at district level through decentralised implementation and integrated work processes. The duties are spelled out in the SRIWMSP PAM and the PIM of PICSA.

The Project's Staff is constituted by existing government staff seconded fully or partially to the Project and by hired staff. All hired staff is integrated into the overall structure (PGT, PPIT, DPIT) of the Project.

15. *Implementing Partners.* The implementation arrangements between the Project Parties, as per Section C of the Agreement, will be formalised through Memoranda of Understanding, which define the mutual obligations of PICSA and the respective partner.

16. *Monitoring and Evaluation (M&E).* The Project will set-up a Monitoring and Evaluation system and an M&E Plan (i) to track achievements against the Project's Logical Framework, the Project's baseline, mid-term and end-line surveys, and the Project's Economic and Financial Analysis; and (ii) to assess the quality of the Project's performance. The M&E procedures and responsibilities are included in the PIM.

17. *Knowledge and Management:* The Project will focus on contributing lessons from experience to the national consultations on irrigation management policy. Lessons on what works and what doesn't will inform a review of irrigation policies, legislation and regulations by the Department of Irrigation and key stakeholders.

18. *Project Implementation Manual (PIM):*

18.1 *Preparation.* The Borrower through the Lead Project Agency shall ensure the preparation of a PIM, in accordance with terms of reference acceptable to the Fund, which shall include among other arrangements: Project description, Project management, component implementation, financial management and procurement; and preparation of the system for monitoring and evaluation, including the fielding of the baseline survey.

18.2 *Approval and Adoption.* The Borrower through the Lead Project Agency shall forward the draft PIM to the Fund for review and comments. On behalf of the Borrower, the Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Borrower, and shall promptly provide copies thereof to the Fund. The Borrower through the Lead Project Agency shall carry out the Project in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived the aforementioned manual or any provision thereof, without the prior information of the Fund.

19. *Supervision.* The Fund will conduct annual supervision missions with the first mission scheduled during the 12 months after entry into force. In addition, IFAD will conduct an Implementation Support Mission (ISM) in order to advise on preparations and build awareness on the Project among its implementing partners and introduce and review the manuals.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of the Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Loan granted on Blend Terms in SDR	Loan Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes, co-financiers and government contribution)
I. Works	1 100 000	100%
II. Grants & Subsidies	2 640 000	100%
III. Equipment and Materials	740 000	100%
IV. Consultancies	640 000	100%
V. Training and Workshops	930 000	100%
VI. Operating costs	2 500 000	100%
Unallocated	950 000	
TOTAL	9 500 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment & Materials” under category III, shall also include eligible expenditures for “Goods, Services & Inputs” and vehicles;

“Operating costs under Category VI, shall include salaries and allowances for contracted staff and general operating costs;

Project-related meeting expenses and Project-related travel expenses will follow Lao PDR existing policy. Honorarium, workshop allowances and/or sitting allowances are not recognized by IFAD as eligible expenditures.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals from the Loan in respect of expenditures for start-up costs (in Category VI) shall not exceed an aggregate amount of USD 500 000 and shall be disbursed after the satisfaction of the condition of Section E 2(c) above. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memoranda of Understanding (MoU) with Implementing Partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower through the Lead Project Agency shall ensure that a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Baseline surveys and other studies.* The Borrower through the Lead Project Agency shall ensure that a baseline study is being carried out prior or not exceeding six months after entry into force. Mid and Completion surveys shall be completed at mid-term and by completion of the Project. Additional surveys such as Thematic or Annual Impact Surveys shall be carried out upon receiving No-Objection by the Fund.
5. Ethnic Group (EG) Concerns. The Borrower through the Lead Project Agency shall ensure that the concerns of EGs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:
 - (a) the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant EG national legislation;
 - (b) EGs are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities;
 - (c) EG's rights are duly respected;
 - (d) EG communities, participate in policy dialogue and local governance;
 - (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected;
 - (f) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by EGs.
6. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

Environment and Social Safeguards. The Borrower shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower relevant

laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of EGs in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

7. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project M&E records / Progress Report	semi-annual	PGT, PPIT, DPIT	
	Males - Number		38376	95940				
	Females - Number		38376	95940				
	Young - Number		19188	47970				
	Not Young - Number		57564	143910				
	Indigenous people - Number		30701	76752				
	Non-Indigenous people - Number		46051	115128				
	Total number of persons receiving services - Number of people		76752	191880				
	1.a Corresponding number of households reached							
	Non-women-headed households - Number		12546	31365				
	Women-headed households - Number		2214	5535				
	Households - Number		14760	36900				
	1.b Estimated corresponding total number of households members							
	Household members - Number of people		76752	191880				
	Groups receiving project services							
	Group - Number		980	2450				
Villages receiving project services								
Villages - Number		350	350					

Project Goal Enhanced livelihood and climate resiliencies and sustainability within the project intervention area. (NB: The term 'resilience' explicitly includes climate resilience, whereas 'sustainability' must be understood in economic, institutional, social and environmental terms (including climate risk resilience). The latter applies to the term 'sustainable' in the Project Development Objective in like manner.)	# target group households (extreme poor, poor, near poor) reporting enhanced resilience			a household resilience index included in the surveys	Project start, midterm and completion	PGT (outsourced)		
	# target group households - Number		9184					22960
Development Objective Sustainable and inclusive local economic development	% of households below the poverty line			Baseline, midterm and completion surveys	Project start, midterm and completion	PGT (outsourced)	Economic and social stability in target provinces and districts	
	% households - Percentage (%)	30	20					5
	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets							
	Percentage - Percentage (%)	50	60	80				
Outcome 1. Intensified agricultural development	Cropping intensity in lowland paddy fields (proxy for farming system intensity)			Project M&E records	Annually	DPIT	Greater local economic development results in a stabilisation or reduction of out-migration Sound disaster risk management and disaster response	
	Cropping intensity - Percentage (%)	110	120					140
	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices			Baseline, midterm and completion surveys	Project start, midterm and completion	PGT (outsourced)		
	Households - Percentage (%)	10	20					50
Output 1.1 Decentralized implementation strengthened	# of Districts with more than 15 staff trained in project implementation and management procedures			Project M&E records	semi-annual	DPIT	Adequate continuity in the positions and postings of government staff at all levels Government maintains its support for a strong implementation role of the Districts (Sam Sang decree put to practice) Collaboration and commitment among agencies involved in promoting commercialisation of smallholder agriculture Valid agricultural innovations available from research institutions and private sector	
	Districts - Number		19					19
	# of village authorities trained in leading Local Economic Development							
	Village authorities - Number		350					350
Output 1.2 Water users' groups trained	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks							
	Groups supported - Number		175	438				
Output 1.3 Extension Service provided	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							
	Total persons trained in crop - Number of people		11200	28000				

Output 1.4 Farmer Group Investment Facility established	2.1.3 Rural producers' organizations supported							Farm households are able to finance their part of the investment facility
	Rural POs supported - Number		980	2450				
Outcome 2. Value chain development	% of households reporting an increase in sales of farm products				Baseline, midterm and completion surveys	Project start, midterm and completion	PGT (outsourced)	
	Households - Percentage (%)		20	50				
	% of participating enterprises having a positive net return on investment				Thematic survey	Midterm and completion	PGT (outsourced)	
	Enterprises - Percentage (%)		80	90				
Output 2.1 Multi-stakeholder platforms established	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				Project M&E records	semi-annual	DPIT	Private investors are interested in investing in business opportunities in smallholders agriculture along conditions promoted by the programme
	Number - Number		8	19				
Output 2.2 Agro-Enterprise Investment Facility established	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services				Project M&E records	semi-annual	PPIT	Local enterprises are able to finance their part of the investment facility
	Rural enterprises - Number		102	255				
Output 2.3 Improved rural access	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Project M&E records	Annually	DPIT	Communities assume responsibility for use, maintenance and management of facilities invested in by the Project
	Length of roads - Length (km)		202	504				
Outcome 3. Improved nutritional practices	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets				Baseline, midterm and completion surveys	Project start, midterm and completion	PGT (outsourced)	
	Percentage - Percentage (%)	50	60	80				
Output 3.1 School-based nutrition interventions established	# of schools serving improved meals of adequate nutritional value				Project M&E records	semi-annual	DPIT	Collaboration and commitment among agencies involved in national convergence approach
	Schools - Number		64	160				
	# of new school gardens established							
	School gardens - Number		40	100				
Output 3.2 Increased dietary intake and improved dietary quality	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition							
	Households - Number		680	1700				